

# Le dispositif de sécurisation des parcours s'arrête en fin d'année

**CRÉÉ** en 2010 pour anticiper la démobilisation des salariés du chantier de l'EPR de Flamanville, le dispositif de sécurisation des parcours professionnels, dénommé Engagement pour le développement de l'emploi et des compétences (Edec), s'arrête en fin d'année. « 570 salariés devront encore être accompagnés, mais cela peut se faire avec les structures habituelles », a estimé hier la sous-préfète de Cherbourg Élisabeth Castellotti.

Elle a présidé hier, en compagnie de Jean-Marc Pican, le sous-préfet coordonnateur du Grand chantier EPR, la dernière réunion des partenaires de l'Edec. « Au plus fort de sa construction, le chantier a mobilisé 4 500 salariés, dont 1 500 en situation précaire », a-t-elle rappelé.

## 65 % d'emploi local

Avec ce volet ressources humaines de l'après-chantier, mené avec les structures professionnelles, les organismes de formation, Pôle emploi et la Maison de l'emploi et de la for-

mation, il s'agissait d'aider les salariés les moins qualifiés à trouver un nouvel emploi ou une formation à l'issue de leur mission. Un travail également mené avec les entreprises, pour cibler leurs besoins et les convaincre de recruter ces salariés, avec des initiatives particulières en faveur de l'emploi des femmes.

Quelques chiffres, en guise de bilan, ont été avancés par Jean-Marc Pican. 93 % des offres d'emploi ont été satisfaites, plaçant la part de la main-d'œuvre locale à 65 % depuis le démarrage du chantier en 2007. 1 400 demandeurs d'emploi ont été formés et recrutés.

## Parcours individualisés

« Trois quarts des salariés en CDD, en CDI de chantier ou en intérim, ont pu grâce à l'Edec poursuivre leur activité professionnelle par une formation, une reconversion ou par un recrutement au sein d'entreprises de la filière du nucléaire



→ Si l'Edec s'arrête, l'accompagnement des salariés se poursuit de la même manière jusqu'à la mise en exploitation de l'EPR de Flamanville.

ou du territoire », insiste Jean-Marc Pican. Près de 3 millions d'euros ont été mobilisés pour y parvenir, financés pour moitié par l'État, et pour moitié par EDF, le Fonds social européen et les opérateurs de compétences. « En termes de responsabilité sociale, EDF a été

exemplaire et il faut le dire », relève Élisabeth Castellotti. Cet Edec répondait à une situation conjoncturelle, mais il a apporté des bénéfices structurels de travail en commun. »

Le chantier, en voie d'achèvement puisque le chargement du combustible est program-

mé pour fin 2022, emploie actuellement un peu moins de 3 000 salariés d'EDF et de ses sous-traitants, observe Alain Morvan, le directeur du projet.

Pour autant, l'accompagnement des salariés sera encore assuré pendant la phase finale, et de façon tout aussi spéci-

fique. C'est le sens de conventions signées hier entre EDF, la MEF, Pôle emploi et Catalys Conseil, mandataire du groupe Évolution Normandie.

**Jean LAVALLEY**